Bulletin des cheminot-e-s du NPA de Paris-Est

Mercredi 30 septembre 2020

CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT, IMPOSER UN BOUCLIER SOCIAL ET SANITAIRE !

***P**olitique sanitaire catastrophique, licenciements et suppressions de postes en masse : gouvernement et patronat nous conduisent droit dans le mur. Seules nos mobilisations, notre capacité à les faire converger, peuvent empêcher l'aggravation de la situation.*

UNE CATASTROPHE SANITAIRE ANNONCÉE

En six mois le gouvernement n'a rien engagé pour anticiper un nouveau développement de l'épidémie. Il a opté pour une gestion libérale de la crise sani- taire, préférant faire la morale voire sanctionner les contrevenantEs plutôt que de déployer une véritable politique de santé publique. Le masque, obligatoire sur les lieux de travail, est souvent à la charge des salariéEs. Les tests pratiqués ne répondent à aucune logique de ciblage des populations symptomatiques et de leurs contacts. Le système de tests PCR s'est effondré et il est devenu quasiment impossible de tester, de tracer, d'isoler, les délais ayant explosé.

C'est le résultat d'une dégradation continue du système de santé publique, orchestré sciemment par un gouvernement qui n'a rien fait pour répondre au manque de moyens matériels et humains. Une gestion catastrophique qui a conduit à la saturation des laboratoires et qui risque de saturer à nouveau l'ensemble des hôpitaux, comme à Marseille.

À l'inverse de cette politique criminelle, il faut imposer des mesures d'urgence, notamment la dis- tribution de masques gratuits, l'achat de matériel pour tester plus rapidement, l'embauche massive de personnels soignants, tout en diminuant leur temps de travail et en augmentant leurs salaires.

UNE CRISE QUI A BON DOS...

Sanofi, Airbus, Nokia, Bridgestone... Des dizaines de milliers de suppressions de postes, de licen- ciements, les fermetures de sites : aucun secteur n'est épargné, qu'il s'agisse de l'automobile, de la grande distribution, des télécommunications, des transports, en n'oubliant pas les suppressions de postes dans la sous-traitance, le non-renouvellement des contrats précaires... Cela sans parler du chantage sur les salariéEs avec les accords de performance collective qui contraignent d'accepter des conditions de travail plus dures pour échapper aux licenciements.

Une véritable saignée alors que l'État gave les entreprises d'argent public : des milliards versés dans le cadre du « plan de relance », qui viennent s'ajouter aux 20 milliards d'exonérations annuelles du CICE, du CIR... Pour les capitalistes, la récession économique est un permis de licencier sans entrave et de se livrer à aux « restructurations » déjà prévues.

Pour résister à cette situation dramatique, il faut imposer la protection du monde du travail par l'interdiction des licenciements, l'embauche des précaires, la réduction du temps de travail et son partage entre toutEs sans perte de salaire, l'augmen- tation des salaires et des minima sociaux.

RÉSISTER ENSEMBLE !

Imposer un bouclier sanitaire et social nécessite de construire un meilleur rapport de forces pour les salariéEs malgré la difficulté de la période qui produit atomisation, peur du lendemain, et même peur de mourir.

Le patronat nous conduit toujours plus au désastre, et l'État fait mine de jouer les arbitres mais n'a aucune réponse à la crise du capitalisme. Pour enrayer cette catastrophe, nous ne pouvons compter que sur nos mobilisations, la coordination de nos luttes, la mobilisation générale, les grèves... De premières ripostes s'organisent, comme aux fonderies du Poitou ou à Cargill dans le Nord.

Imposer des mesures d'urgence implique nécessairement la rupture avec la domination des capitalistes sur l'économie, sous peine de s'enfoncer davantage dans la barbarie dans laquelle le capitalisme plonge l'humanité.

Échos de cheminots

SNCF Voyageurs : bilan (anti)social 2019

A la SNCF Voyageurs, les années se suivent et se ressemblent… en pire ! La comparaison des « bilans sociaux » de 2018 et 2019 fait froid dans le dos : dans quasiment toutes les branches (TGV, TER, TET et Matériel) le nombre d'agents au statut baisse de 3 à 5 %, alors que celui des cadres supérieurs ne fait qu'augmenter (jusqu'à +10 % au Matériel). C'est sûr qu'avec 8.362 euros de rémunération mensuelle (brute) ceux-ci n'ont pas trop de raison de se plaindre… A contrario, la faiblesse des salaire et la dégradation des conditions de travail font que 39,5 % des cheminots partent par démission ou « rupture conventionnelle », contre seulement 17,5 % pour départ à la retraite. A ce rythme-là, les cadres n'auront bientôt plus d'autres agents à encadrer qu'eux-mêmes !

Lubrizol : un an après la catastrophe, la lutte continue

Un millier de personnes ont manifesté à Rouen ce 26 septembre pour exiger la justice et la vérité sur l'accident industriel. Alors que les témoignages sur les impacts sanitaires et environnementaux se multiplient, l'État n'a toujours pas mis en place un suivi de la santé des habitants, et les véritables responsables courent toujours. Le gouvernement sait pourtant être réactif quand il s'agit d'arrêter 34 des manifestants rouennais, ou de proposer la nouvelle loi ASAP qui assouplira un peu plus les obligations des industriels pour leurs sites dangereux… Depuis Lubrizol, plusieurs autres sites industriels normands ont connu des accidents inquiétants. Les capitalistes comme Warren Buffet, le multimilliardaire propriétaire de Lubrizol, peuvent compter sur les Macron et consort pour les laisser saper la santé des travailleurs. Seules nos luttes les en empêcheront !

EIC : avenir incertain

A quelques mois du basculement sur la CCU dans un nouveau bâtiment en cours de construction à Pantin, la direction de l'EIC PE ne donne toujours aucune information sur les conditions de transfert. Pour ceux qui sont concernés comme pour les collègues qui vont être transférés au 1er janvier 2021 à l'EIC LORCA, l'avenir reste incertain. Face à cette direction qui ne s'intéresse qu'à la rentabilité, à nous de lui montrer, par la grève s'il le faut, que la sécurité et nos conditions de travail passent avant.

« Résister » au sexisme… ou le combattre?

La direction de SNCF Réseau propose une formation en ligne pour « Résister au sexisme ordinaire » au travail. On se demande bien à quoi va nous servir cette formation, si c'est uniquement pour « résister » au sexisme quand on sait que les propos sexistes, machistes… sont omniprésents et quotidiens sur les lieux de travail !

Ce que cette situation nous impose à toutes et à tous, c'est de combattre collectivement le sexisme en s'organisant nous-mêmes pour que ceux ou celles qui propagent la culture du viol ne le puissent plus !

COVID-19 : Restrictions à géométrie variable

Parmi les nouvelles mesures imposées pour lutter contre la COVID19, le gouvernement interdit les rassemblements de plus de 10 personnes dans les lieux publics. Pour éviter d'appliquer cette interdiction aux transports en commun et aux lieux de travail, les préfets ont pris des arrêtés pour préciser qu'il s'agissait de rassemblement à caractère « festifs ou familiaux ». Autrement dit : « Au boulot ! »



Ce bulletin est le tien et celui de tous les cheminots de Paris Est, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Contacte nos militants :

NPA Cheminot-es PE

parisestnpacheminot@gmail.com